

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 novembre 2025

En fait, sans le savoir nous vivions dans un monde pédophile.

Lu.

Aux États-Unis, l'âge du consentement varie de 16 à 18 ans. Dans 31 États, il est fixé à 16 ans, dans 8 à 17 ans et dans 11 à 18 ans.

L'âge du consentement sexuel est arbitraire. En 1871, le Delaware a abaissé l'âge du consentement sexuel féminin de 10 à 7 ans. Dans le reste des États-Unis, cet âge était alors compris entre 10 et 12 ans.

Aujourd'hui, dans certains pays d'Amérique du Sud et d'Afrique, l'âge du consentement féminin est de 12 ans.

En Autriche, il est de 14 ans. En France, en Pologne, en République tchèque, en Suède, en Grèce, au Danemark et en Islande, il est de 15 ans.

Dans le reste de l'Europe, il est de 16 ou 17 ans. En Chine, il est de 14 ans. Au Japon, il a récemment été relevé de 13 à 16 ans.

Dans de nombreux pays musulmans, les relations sexuelles hors mariage sont interdites. En Iran, les garçons peuvent se marier à 15 ans et les filles à 13 ans. (Source : Paul Craig Roberts - November 18, 2025)

J-C - Les occidentaux auraient eu des mœurs et une morale supérieure, une culture, un niveau de développement supérieur aux autres peuples réputés arriérés ou barbares, une sous-espèce de l'homme, une sorte d'animaux descendant du singe ou à peine plus développés, tout comme les femmes il n'y a pas si longtemps encore, si vous vous souvenez bien.

Et ce sont ces pervers dégénérés qui nous donnent des leçons de moralité, qu'on devrait écouter ou croire sur parole lorsqu'ils affirment qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme, que les guerres qu'ils fomentent sont inévitables...

C'est cette espèce de salopards avec leur système économique, dont il faut se débarrasser au plus vite.

Un modèle de soulèvement contre-révolutionnaire.

Tout est révolution de couleur: l'érosion de l'analytique géopolitique

Peu de choses ont été plus importantes pour l'analyse géopolitique et la maturation de l'étude de l'histoire politique contemporaine que la construction du concept de "*révolution colorée*" au milieu de la première décennie du nouveau millénaire pour étudier la Révolution Bulldozer (Yougoslavie), la Révolution Rose (Géorgie) et la Révolution Orange (Ukraine). Peut-être seul le développement du concept de "*guerre hybride*" a eu un impact comparable.

De manière résumée et neutre, une révolution colorée est une tentative de changement de régime par la massification de protestations (initialement) pacifiques orchestrées à partir de la mobilisation des "*organisations de la société civile*". D'une manière plus cynique, une révolution colorée consiste en une tentative de changement de régime dirigée contre un gouvernement contre-hégémonique par la mobilisation d'actifs financés depuis des années par des appareils publics ou privés occidentaux.

Il existe un modèle ou un moule de la "*révolution colorée*" typique, qu'on peut retrouver dans le manuel de Gene Sharp sur la "*résistance pacifique*" contre les "*régimes autoritaires*".

Avec peu de variations, ce modèle a été appliqué, en plus des occasions déjà mentionnées, en Arménie, en Ukraine une seconde fois, dans les pays arabes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, aux États-Unis, au Brésil, au Bangladesh et dans plusieurs autres pays, avec moins de succès en Russie, en Chine, en Iran, en Inde, au Venezuela, en Turquie et en Biélorussie.

<http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2025/11/18/tout-est-revolution-de-couleur-l-erosion-de-l-analytique-geopolitique.html>

On ne combat pas pour le plaisir de combattre, mais pour vaincre notre ennemi, l'éliminer.

Il y en a, qui sans doute à l'image de leur existence médiocre, sont pessimistes. Ils cultivent l'art de la défaite, ils lui livrent un culte pour ainsi dire, ils en ont fait leur fonds de commerce.

Ils dénoncent ou critiquent les dérives ou les conséquences de la survie du capitalisme, mais dès qu'on leur soumet l'idée de s'en débarrasser, ils se renfroignent, c'est comme si on voulait leur retirer leur raison de vivre, leur gagne-pain, ils refusent violemment. Ils ne combattent pas pour vaincre le capitalisme, c'est ce qu'il faut bien comprendre, contrairement à nous.

Après la lecture d'un article, un internaute a envoyé un commentaire révélateur en guise de conclusion :

- "*Tina (il n'y a pas d'alternative) à le faire tomber.*"

J-C - Pas d'alternative au capitalisme, aucun espoir, notre combat pour changer de société est perdu d'avance. Génial, non ? Voilà à quoi sert ce genre d'article, à briser la résistance des travailleurs au lieu de les aider à prendre confiance en eux...

Un autre internaute a écrit parce qu'il y en a qui se contente de peu ou qui sont au bord du désespoir:

- "Caitlin, tu es un phare de lumière, d'espoir et d'humanité."

J-C - Que cela fasse du bien aux désespérés qui sont à moitié aveugles, pourquoi pas.

Il n'y a pas de combats faciles dans la lutte contre l'Empire - Caitlin Johnstone Nov 15, 2025

https://www.caitlinjohnst.one/p/there-are-no-easy-fights-in-the-struggle?utm_source=post-email-title&publication_id=82124&post_id=178972537&utm_campaign=email-post-title&isFreemail=false&r=kuh7y&triedRedirect=true&utm_medium=email

Traduction :

<https://marie-claire-tellier.over-blog.com/2025/11/il-n-y-a-pas-de-combats-faciles-dans-la-lutte-contre-l-empire.html>

<https://reseauinternational.net/il-ny-a-pas-de-combats-faciles-dans-la-lutte-contre-lempire/>

Cela dit, il y a toujours de l'espoir, lu dans d'autres commentaires de travailleurs américains :

1- Nous avons besoin que les dirigeants révolutionnaires se réunissent avec le peuple pour créer une révolution mondiale qui soutient toute vie sur terre. Pas le détruire comme le capitalisme le fait.

2- Et se mettre à jour sur la théorie sociale critique en lisant ces penseurs qui alignaient leurs brillantes idées avec les classes populaires - Marx; Lénine; Rosa Luxemburg; Emma Gold Et nous avons besoin d'un cadre cognitif postcapitaliste qui fournit une vision galvanisante et un programme cohérent, et qui est clairement une forme d'éco-socialisme basé sur la démocratie radicale, l'égalité et la justice.

3- L'organisation politique, c'est le ticket.

4- Je ne suis pas d'accord. Nous avons deux, peut-être 3 partis politiques. C'est ce qui nous a donné cela. Nous avons besoin d'un autre type de chose de base. Je ne sais pas à quoi cela ressemble, mais je sais que le «système» est si truqué et corrompu qu'il ne permettra jamais que le changement se produise.

J-C - Ce travailleur américain a raison tant que ce «système» truqué et corrompu existera, jamais aucun changement ne se produira, c'est cela qu'il faut ancrer profondément dans la tête de chaque travailleur et jeune pour les inciter à se tourner vers le socialisme.

Qu'est-ce qu'on en a à foutre ! Votre santé mentale ou tout court qui est visée. Faites le ménage, le vide !

J-C - Le sujet abordé ci-dessous concerne moins de 1% de la population. Comment cela, c'est simple. Puisque 99% ne possèdent aucun pouvoir, on est bien d'accord, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute que nos conversations téléphoniques soient piratées, elles ne contiennent aucun élément à risque ou compromettant susceptible d'intéresser qui que ce soit, qu'en feraient-ils, rien !

Alors pourquoi y en a-t-il qui en permanence s'évertuent à nous faire croire le contraire, notamment dans des articles ou vidéos relayés par tous les médias, particulièrement les médias dits sociaux qui n'ont aucun scrupule à harceler leurs lecteurs, en leur faisant croire qu'ils seraient soumis en permanence à des menaces pernicieuses ou dangereuses, de sorte qu'ils finissent par devenir paranoïaques ou en proie à de graves crises de nature psychotique.

N'allez pas croire que ce serait anodin ou sans répercussion sur votre santé mentale, car à force d'être répétés, martelés sans cesse, ces messages alarmistes s'additionnent dans votre cerveau un peu à la manière d'une substance toxique qui aurait des effets dévastateurs à long terme sur certains organes. Vous vous habituez en quelque sorte à ce bruit de fond malsain. Il s'immisce malicieusement dans votre quotidien, l'air de rien il devient envahissant. Il se traduit inconsciemment par un état d'alerte, une tension injustifiée, de l'anxiété sans fondement, il fait naître chez vous un état de suspicion qui perturbe vos rapports au monde extérieur. Il va se manifester par une peur inconsidérée ou la crainte que n'importe quoi ou n'importe qui peut vous arriver. Cet état psychotique s'installe et devient la norme, la paix de l'esprit l'exception. Votre mental est perturbé à votre insu. Ils sont en train de vous manipuler ou de vous rendre fou.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que le principal danger qui menace votre équilibre psychologique n'est pas celui qu'on croit au premier abord ou qu'on vous indique, mais ceux qui le colportent et qui prétendent sont là pour vous rendre service, de faux amis, les médias et les réseaux dits sociaux, y compris ceux qui se prétendent alternatifs, indépendants, progressistes, démocratiques, humanistes, sans eux vous ignorerez qu'un danger (inexistant) vous menaçait et vous vous en porteriez que mieux, c'est tout ce que je vous souhaite.

Prenez une substance toxique liquide, les médias et les réseaux dits sociaux fournissent l'instrument ou la seringue pour vous l'injecter. Si vous n'avez pas encore acquis un esprit critique bien aiguisé, fuyez ces médias dits sociaux malfaisants.

Lu.

Dans un entretien accordé à France Inter le 10 novembre 2025, Nicolas Lerner a mis en garde contre les illusions de sécurité conférées par les applications de messagerie. Selon le chef des services secrets français, *«Il n'y a pas d'application qui vous garantisse une confidentialité à 100% de vos échanges»*. Même les systèmes réputés cryptés, tels que Telegram ou Signal, ne protègent pas totalement des tentatives d'interception, qu'elles émanent de forces de l'ordre ou d'acteurs malveillants.

Nicolas Lerner précise : *«Il faut considérer, c'est ce que nous faisons aux services, qu'un téléphone, ce que vous échangez dans votre téléphone, les conversations que vous avez, les messages que vous avez, peuvent être interceptés»*. Plusieurs logiciels sont capables d'intercepter les messages avant leur chiffrement, rendant la promesse de sécurité limitée, y compris pour les utilisateurs aguerris.

Le constat dressé par Nicolas Lerner rejoint celui des experts en cybersécurité. Comme le souligne Roxane Suau, spécialiste chez Pradeo interrogée par TF1, *«notre téléphone est un véritable espion»*. Les applications les plus anodines peuvent collecter et transmettre des données personnelles non strictement nécessaires à leur fonctionnement : carnet de contacts, journal d'appels, voire accès à la localisation ou à la caméra. Chaque installation d'application, chaque utilisation de fonctionnalités connectées multiplie les points de vulnérabilité du smartphone du citoyen.

Nicolas Lerner le martèle : *«Aujourd'hui, il n'y a pas une solution qui vous prémunisse à 100% du risque d'être intercepté et écouté»*. En filigrane, l'appel à la prudence s'adresse à tous : le

smartphone, compagnon discret du quotidien, peut se transformer en outil d'espionnage potentiellement omniprésent, au-delà des seules intentions de ses détenteurs.

Source: The Epoch Times via Strategika

France. 85% de nantis, 15% en précarité généralisée. Et alors ?

J-C - Partis comme nous sommes partis, c'est-à-dire très mal, un changement de régime n'est pas pour demain ! Faut-il désespérer pour autant ? Non.

Ceux qui parmi nous sont arc-boutés sur les théories du XIXe siècle, ne veulent pas comprendre que les stratégies d'hier sont devenues en partie obsolètes, on doit en mettre une au point qui corresponde au monde dans lequel nous vivons, en conservant les enseignements du marxisme qui demeurent valables...

On sait que les masses ne peuvent pas accéder spontanément au socialisme, les militants non plus, mais cela on ne l'a jamais admis, gravissime erreur. Par conséquent, avant de vouloir construire un parti de militants qui aient intégré les bases du socialisme, il faut commencer par les former au matérialisme dialectique pour en faire des militants conscients, indépendants, invulnérables à l'influence ou à la propagande de la réaction, incorruptibles, de manière à ce qu'ils maîtrisent l'instrument qui leur permettra d'accéder au socialisme et de le défendre par la suite...

Ce mode de pensée pour interpréter le monde est vraiment accessible à tous. Il permet de tout analyser.

C'est comme lorsqu'on apprend à lire ou à compter ou encore le solfège, une fois que cet apprentissage est terminé on peut lire, compter ou jouer n'importe quoi ou presque, rien n'empêche de poursuivre ces études pour progresser encore. Ainsi armé, on est capable de comprendre ce que signifie le socialisme, de l'étudier, de le partager autour de nous, de s'en servir dans la lutte de classe. Une fois qu'on est suffisamment nombreux, à l'occasion d'une crise on peut entraîner de larges couches des masses au combat et leur fixer pour objectif politique la prise du pouvoir, toutes les révolutions ont débuté par une minorité, il en ira de même lors des prochaines.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, il faut avoir une confiance indéfectible dans les masses, et maîtriser le processus que j'ai décrit sommairement, avoir la volonté de le mettre en pratique.

"Plus de 15% des Français vivent sous le seuil de pauvreté, un taux jamais atteint", alerte Yves Mériillon, porte-parole des Restos du cœur - franceinfo.fr 18 novembre 2025

Porte-parole et bénévole des Restos du cœur, Yves Mériillon revient dans le "11h/13h" du mardi 18 novembre, sur la réalité de la pauvreté en France.

L'Insee a publié une étude qui montre que plus de 15% des Français vivent sous le seuil de pauvreté. C'est un taux qui n'a jamais été atteint.

Il y a beaucoup de jeunes. Ça nous a surpris la première fois qu'on a fait la statistique. La moitié des personnes accueillies chez nous ont moins de 25 ans. C'est énorme. Il y a des étudiants, il y a des enfants avec les familles. Il y a aussi beaucoup de familles monoparentales, ce qui est un sujet de

préoccupation important pour nous parce qu'on sait qu'elles sont beaucoup plus fragiles que les familles à deux parents. Puis on a toujours des retraités avec des petites retraites, des gens qui ont eu des carrières interrompues. On a des travailleurs pauvres qui travaillent à temps incomplet et qui ne s'en sortent pas.

Quels sont les critères que vous appliquez cette année ?

On a un seuil de revenu, de reste à vivre. On compare le reste à vivre des familles à un certain seuil. Si on est en dessous, on peut accéder à l'aide alimentaire. Je vais vous donner un chiffre effrayant : 42% des familles que nous recevons, une fois le loyer et les charges locatives payés, n'ont plus un euro pour terminer le mois. Donc, ces personnes, on les voit, comme d'autres associations, parce que sinon ils ne peuvent pas joindre les deux bouts. Ou dans le cas des familles monoparentales, des mamans qui nous disent : *"Moi, mes enfants, ils manqueront de rien, mais c'est moi qui vais me priver d'un ou deux repas par jour."*

Observez-vous une disparité en fonction des territoires ?

Il y a une disparité entre zones rurales et zones urbaines, mais, au final, ce sont quand même des gens qui, non seulement ont un revenu extrêmement faible, mais qui sont en précarité par rapport à l'emploi, par rapport aux droits sociaux, par rapport au logement. Ce sont des gens qui cumulent des précarités. Ce n'est pas simplement la précarité alimentaire. franceinfo.fr 18 novembre 2025

J-C – Je comprends de quoi il parle, parce qu'ici en Inde tous les travailleurs et leurs familles sont confrontés à cette précarité généralisée, y compris moi.

Complément.

Évolution du pouvoir d'achat en France (2000-2024)

Tendances générales des revenus et du coût de la vie en France

Plus concrètement, le niveau de vie médian (après impôts et transferts, pour une personne seule) tournait autour de 1800 euros par mois au début des années 2000 (valeur 2023). Ce niveau médian a atteint environ 2100 € mensuels vers 2010, puis est resté quasiment inchangé jusqu'au milieu des années 2010. À partir de 2017, on observe une reprise : le niveau de vie médian dépasse 2400 € en 2023. Ainsi, le gain total de pouvoir d'achat médian sur 2000-2023 est modeste, de l'ordre de quelques centaines d'euros par mois, concentré principalement sur la fin de période.

Parallèlement, les dépenses contraintes ont fortement augmenté dans le budget des ménages français, en particulier pour la classe moyenne. Les dépenses pré-engagées – qui regroupent notamment le logement (loyers, remboursements d'emprunts immobiliers), les factures d'énergie, les assurances, les abonnements télécoms, ou les remboursements de crédits – représentaient environ 28% du budget des classes moyennes en 2001. En 2017, cette part est montée à environ 32%. Autrement dit, la proportion de revenu dont les ménages disposent librement après paiement des charges fixes s'est réduite. Cette évolution contribue à l'écart entre la mesure statistique du pouvoir d'achat (qui peut montrer une légère hausse du revenu moyen) et le ressenti des ménages, qui voient leurs marges de manœuvre financières se restreindre. Les enquêtes d'opinion traduisent ainsi un pessimisme persistant : depuis la fin des années 2000, une majorité de Français estime que leur pouvoir d'achat «*stagne ou diminue*», malgré les statistiques officielles généralement en hausse modérée. En 2009, environ 70% des Français s'identifiaient comme appartenant aux classes moyennes, contre seulement 58% en 2019 – signe qu'une partie de la population a le sentiment de

sortir du «*ventre mou*» de la société pour glisser vers les catégories modestes. En 2023, la proportion s'est redressée autour de 63% d'autopositionnement en classe moyenne, sans retrouver le niveau d'avant-crise de 2008, ce qui suggère un léger regain de confiance mais un climat toujours préoccupé quant à l'avenir économique.

Salaires, revenus et fiscalité

Pour la classe moyenne française, les salaires et revenus d'activité constituent la principale source de pouvoir d'achat. Sur 2000-2024, l'évolution des salaires réels a été contrastée selon les catégories socioprofessionnelles. D'une manière globale, le salaire moyen réel a augmenté faiblement. Des études montrent qu'au cours des 20 dernières années, le salaire net moyen des employés ou ouvriers n'a progressé que d'environ +0,3 à +0,4% par an en pouvoir d'achat, tandis que celui des cadres n'a progressé que d'environ +0,2% par an. Sur deux décennies, cela signifie un gain cumulé d'à peine +6 à +8% pour les catégories populaires et intermédiaires, et d'environ +4% pour les cadres supérieurs. Autrement dit, les salaires ont globalement suivi l'inflation de très près, sans véritable augmentation de pouvoir d'achat salarial pour la majorité des travailleurs, hormis le cas particulier du SMIC (salaire minimum).

En effet, le SMIC en France est indexé sur l'inflation et a bénéficié en plus de «coups de pouce» ponctuels. Entre 2000 et 2024, le SMIC horaire a augmenté plus vite que le salaire médian. Rien qu'entre 2019 et 2024, période de forte inflation, le SMIC a été revalorisé d'environ +20%, contre une hausse estimée à seulement +8% du salaire médian sur la même période. Ce différentiel est en partie voulu par les mécanismes de protection des bas salaires, mais il a pour effet de resserrer l'écart entre le bas de l'échelle et le milieu. De nombreux actifs de la classe moyenne inférieure ont le sentiment d'être «*coincés*» : ils gagnent à peine plus que le SMIC, sans bénéficier pour autant des aides ciblées réservées aux plus modestes. Cette situation alimente un ressentiment, l'impression de «*payer pour les autres*» (via les impôts) tout en peinant à joindre les deux bouts.

Logement : un facteur clé de l'érosion du pouvoir d'achat

Le coût du logement est de loin le premier poste de dépense des ménages français, et son augmentation a été l'un des principaux freins au pouvoir d'achat des classes moyennes entre 2000 et 2024.

Les années 2000 ont vu une envolée des prix de l'immobilier sans précédent depuis l'après-guerre. Entre 1997 et 2008, les prix moyens des logements en France ont doublé en valeur nominale. Cette hausse spectaculaire, d'environ +100% en 11 ans, a largement dépassé la croissance des revenus. Si bien qu'en termes d'accessibilité financière, l'«*indice de pouvoir d'achat immobilier*» s'est fortement dégradé : selon les estimations d'économistes, la capacité d'achat immobilier d'un ménage (mesurée par le ratio revenu disponible / prix des logements) a diminué d'environ 50% entre les années 1975-2005 et aujourd'hui. En d'autres termes, un ménage moyen peut acquérir une surface nettement plus réduite avec son revenu en 2024 qu'il ne le pouvait il y a 30 ou 40 ans.

Pour illustrer, en 1999 il fallait environ 4 années de revenu médian pour acheter un logement moyen en province ; il en faut désormais plus de 6 années. À Paris, où les prix sont extrêmes, le mètre carré tournait autour de 3000 € en l'an 2000, contre près de 10 000 € en 2024. De très nombreux ménages de classe moyenne ont ainsi été exclus de la propriété dans les zones tendues (grandes métropoles, littoraux attractifs, etc.).

Pour les ménages qui sont restés locataires, les loyers ont également augmenté, bien que de façon plus encadrée. Entre 2000 et 2020, l'indice des loyers en France a progressé d'environ +50% (soit

un peu moins que l'inflation cumulée sur la période). Cependant, cet indice reflète la moyenne de tous les loyers, y compris ceux de locataires de longue date protégés par la loi. Les nouveaux entrants sur le marché locatif ont souvent subi des hausses plus fortes, surtout dans les grandes villes où la demande excède l'offre. En outre, la tendance à l'amélioration de la qualité des logements (normes de confort accrues, logements plus grands par occupant) a aussi tiré les dépenses à la hausse.

Au total, le poids du logement dans le budget des ménages de classe moyenne s'est nettement alourdi. D'après les enquêtes Budget de famille (Insee), la part consacrée au logement (loyer ou remboursement, charges et énergie) par les ménages «*intermédiaires*» est passée d'environ 25% dans les années 1980-90 à près de 31% en 2015. Entre 2005 et 2015 à elle seule, cette part a augmenté d'environ 20% (passant par exemple de ~26% à ~31% du budget). Cette tendance s'est probablement poursuivie dans les années récentes, compte tenu de la hausse des prix immobiliers jusqu'en 2021 et de l'augmentation des taux d'intérêt en 2022-2023 (qui renchérit les mensualités des nouveaux emprunts). Beaucoup de familles de classe moyenne préfèrent consentir à un effort financier très important pour le logement (souvent dans le but de rester propriétaires ou de vivre dans une zone jugée favorable pour l'emploi et l'éducation des enfants), quitte à sacrifier d'autres dépenses.

Coût de l'énergie et des transports

Les dépenses liées à l'énergie ont eu un impact variable sur le pouvoir d'achat des Français depuis 2000, avec un choc particulièrement dur après 2021.

C'est en 2022 que la facture énergétique a explosé : le prix du gaz naturel a été multiplié par 2 à 3, et celui de l'électricité a suivi (sur les marchés de gros). Toutefois, en France l'État a instauré un «*bouclier tarifaire*» qui a plafonné les hausses de tarifs réglementés (4% en 2022, puis 15% début 2023). Même avec cette protection, les ménages ont subi une augmentation palpable des factures de gaz et d'électricité. Le chauffage est devenu un luxe pour certains : en 2022, environ 10% de la population était en situation de précarité énergétique (incapacité à maintenir son logement à température adéquate). En 2023, selon l'Observatoire national de la précarité énergétique, près de 8 ménages sur 10 ont déclaré avoir restreint leur chauffage pour limiter leurs factures – un comportement qui touche désormais y compris la classe moyenne inférieure, et plus seulement les plus pauvres. On constate également une hausse des impayés et des coupures d'énergie : le médiateur de l'énergie a relevé près de 700 000 interventions pour impayés en 2023, en hausse de +24% par rapport à 2022, signe que de plus en plus de foyers (dont certains de classe moyenne modeste) n'arrivent plus à faire face à ces dépenses vitales.

En somme, la hausse des coûts de l'énergie, surtout récente, a amputé le pouvoir d'achat «*arbitrable*» des classes moyennes françaises, c'est-à-dire ce qu'il leur reste pour les dépenses de consommation courante une fois payées les factures incontournables. Pour de nombreux ménages, l'arbitrage se fait entre se déplacer (voiture) et se chauffer : un véritable effet de ciseaux s'installe dans les zones périphériques où il faut assumer à la fois de longs trajets en voiture et un chauffage individuel coûteux. Ce phénomène contribue à une sensation de déclassement matériel : ce qui était autrefois acquis (pouvoir rouler pour travailler, pouvoir chauffer son logement correctement) devient difficile.

Alimentation et autres biens de consommation

La poussée inflationniste de 2022-2023 a particulièrement touché les produits alimentaires de base. Entre 2021 et 2024, les prix des produits de première nécessité ont augmenté d'environ +15,7% en

France, soit davantage que l'inflation globale (+12% sur la même période). Le panier alimentaire, incluant des produits comme les pâtes, la viande, les fruits et légumes, est devenu sensiblement plus cher, ce qui a obligé de nombreux ménages à ajuster leurs habitudes.

Les classes moyennes, n'ayant pas accès aux bons d'alimentation ou aux épiceries solidaires réservés aux plus démunis, ont dû adapter leur consommation : essor du hard-discount, chasse aux promotions, baisse relative de la consommation de viande ou de produits frais coûteux. Selon le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), environ 73% des ménages de classe moyenne ont déclaré avoir changé leurs habitudes de consommation en 2022-2023 pour faire face à l'inflation. Cela peut signifier acheter des marques de distributeur, renoncer à certains produits devenus trop onéreux ou réduire les quantités achetées. On voit apparaître chez une frange de la classe moyenne des comportements jadis associés aux ménages modestes, comme sauter certains postes de consommation «*non essentiels*» ou arbitrer entre remplir le caddie et financer d'autres dépenses obligatoires. Certains indicateurs montrent par exemple une baisse des dépenses de loisirs, de vacances, ou l'allongement de la durée de conservation des appareils ménagers (les classes moyennes renouvelant moins fréquemment leurs équipements qu'auparavant).

Malgré tout, il convient de noter qu'en 2024 le niveau de consommation moyen d'un ménage français reste supérieur à celui de 2000. Les classes moyennes consomment aujourd'hui davantage de services numériques, de technologies (smartphones, Internet haut débit...), bénéficient de produits moins chers qu'autrefois (vêtements, électroménager à prix relativement bas grâce aux importations). Ainsi, une partie du budget a pu se libérer pour de nouvelles dépenses.

Mais le ressenti négatif vient du fait que les dépenses subies (logement, énergie, alimentation) captent une fraction grandissante des revenus, ne laissant que peu de place aux dépenses choisies, sources d'amélioration concrète du niveau de vie.

Cas particuliers : profils au sein de la classe moyenne française

Urbains vs ruraux : Les ménages de classe moyenne vivant en milieu urbain (notamment dans les grandes villes) ont généralement des revenus un peu plus élevés que ceux vivant en zones rurales ou périurbaines, mais ils font face à des coûts de vie nettement plus importants, surtout pour le logement. Un couple de classe moyenne à Paris, par exemple, peut gagner ensemble 4000 € nets par mois, mais doit payer un loyer de 1500 € pour un appartement modeste, ce qui laisse 2500 € pour le reste (charges, transports, alimentation, etc.). Un couple similaire en zone rurale du Massif Central, gagnant peut-être 3000 € à deux, ne paiera que 600 € de logement pour une maison, mais devra posséder deux voitures et dépenser beaucoup en carburant pour le travail, et aura accès à moins de services publics de proximité. Ainsi, les contraintes financières prennent des formes différentes : en ville, c'est le logement et parfois la garde d'enfants (crèches, nounous) qui pèsent lourd ; à la campagne, c'est le transport individuel, l'énergie (chauffage d'une maison individuelle) et parfois le coût de certains biens plus chers faute de concurrence locale. Globalement, les territoires ruraux ont connu une stagnation économique, souvent moins de créations d'emplois qualifiés, entraînant un exode des jeunes diplômés. Ceux qui restent appartiennent plus souvent à la classe moyenne inférieure, avec un pouvoir d'achat limité malgré un coût immobilier faible, car les salaires locaux sont plus bas. À l'inverse, dans les métropoles dynamiques, on trouve beaucoup de « bobos » de classe moyenne supérieure qui ont des revenus confortables mais se plaignent du coût exorbitant de la vie urbaine. Le résultat est que le ressenti de déclassement est présent dans les deux milieux, pour des raisons différentes : les ruraux/périurbains voient leurs dépenses contraintes (essence, déplacement, chauffage) augmenter sans compensation salariale, tandis que les urbains voient chaque hausse de salaire absorbée par l'augmentation du loyer ou du prix du mètre carré.

Secteur public vs secteur privé : La France compte une part importante d'agents publics (fonctionnaires ou contractuels), qui sont nombreux dans la classe moyenne (enseignants, infirmières, employés administratifs, forces de l'ordre, etc.). Leur pouvoir d'achat a évolué différemment de celui des salariés du privé. En effet, le salaire des fonctionnaires est indexé sur la valeur du point d'indice, qui a été quasi gelé entre 2010 et 2016, puis à nouveau entre 2017 et 2021, avec seulement de légères revalorisations récemment (par exemple +3,5% en 2022 sous l'effet de l'inflation). En pratique, cela signifie que de 2010 à 2020, les fonctionnaires ont perdu du pouvoir d'achat (l'inflation, certes faible, n'a pas été compensée par des augmentations générales). Beaucoup de salariés du public milieu de grille (infirmiers, professeurs, agents administratifs de catégorie B/C) ont vu leur revenu stagner en euros courants pendant de longues années, obligeant le gouvernement à octroyer des primes ou des revalorisations catégorielles (Segur de la santé, revalorisation des enseignants débutants, etc.) pour rattraper le retard.

Dans le secteur privé, les salaires sont négociés entreprise par entreprise ou branche par branche. Certains secteurs dynamiques (industrie exportatrice, haute technologie, finance) ont accordé des augmentations régulières, de sorte que les cadres du privé ont parfois mieux tiré leur épingle du jeu que les cadres du public sur 20 ans. En revanche, dans beaucoup de PME ou de secteurs en difficulté (commerce de détail, agroalimentaire...), les hausses ont été minimales et souvent le salaire n'a augmenté que si le SMIC imposait un relèvement de toutes les grilles. Une grande partie de la classe moyenne salariée du privé a également subi l'essor des contrats précaires ou à temps partiel subi dans les années 2000-2010, ce qui a pu limiter leurs trajectoires de revenu (on pense par exemple aux adjoints commerciaux, aux employés polyvalents dans la grande distribution, etc., souvent à mi-chemin entre ouvrier et classe moyenne).

On peut noter que la classe moyenne «supérieure» du secteur public (catégorie A, cadres de la fonction publique) a été relativement préservée grâce à leur stabilité d'emploi et à un système de progression à l'ancienneté, même si la stagnation du point d'indice a également érodé leur pouvoir d'achat. Du côté du privé, la classe moyenne supérieure (cadres, professions intermédiaires qualifiées) a pu bénéficier de bonus ou d'avancements liés à la performance individuelle, ce qui, dans certains cas, leur a permis de suivre ou dépasser l'inflation. Mais ceci concerne plutôt le haut de la classe moyenne. Pour le cœur de la classe moyenne privée (techniciens, employés qualifiés, etc.), la progression a été faible.

En résumé, la classe moyenne du secteur public a plutôt perdu du terrain en pouvoir d'achat entre 2000 et 2024, en raison d'une politique de rigueur salariale de l'État, tandis que la classe moyenne du secteur privé a eu des fortunes diverses mais globalement une progression modeste, avec plus d'hétérogénéité (certains mieux lotis, d'autres non). Cette distinction a une dimension sociale : le sentiment de déclassement est fort chez les enseignants par exemple, qui ont vu leur niveau de vie reculer par rapport à l'ensemble de la population, alors que dans le privé certaines catégories (cadres supérieurs du numérique, par exemple) ont connu une amélioration tangible. Il existe donc au sein même de la classe moyenne des expériences divergentes, alimentant parfois un ressentiment mutuel ou un manque de compréhension entre, par exemple, un fonctionnaire de province et un cadre du privé en Île-de-France, alors même qu'ils pourraient statistiquement faire partie de la même «classe moyenne».

Bilan pour la France

Pour conclure sur le cas français, la période 2000-2024 a été marquée par une progression faible du pouvoir d'achat moyen et une hausse significative des dépenses incompressibles, ce qui a conduit de nombreux ménages de classe moyenne à sentir une érosion de leur confort financier. Les principales données chiffrées illustrent ce constat :

Le niveau de vie médian a gagné environ +25% en 25 ans, mais avec une stagnation durant les années post-crise, et une reprise récente insuffisante pour compenser le retard par rapport aux décennies antérieures.

Les salaires nets moyens ont augmenté d'à peine +0,3% par an en termes réels, et certains (fonction publique) ont même reculé en pouvoir d'achat sur certaines périodes.

Les prix du logement ont plus que doublé depuis 2000, entraînant une hausse du taux d'effort logement et une diminution de l'accessibilité à la propriété pour la classe moyenne.

Les dépenses pré-engagées (loyer, crédits, assurances, abonnements) captent désormais près d'un tiers du budget des ménages intermédiaires, contre un peu plus d'un quart au début des années 2000.

Le choc inflationniste récent a touché de plein fouet la classe moyenne : des produits essentiels +15% en trois ans, l'énergie + du tiers malgré le bouclier tarifaire, alors que les revenus n'ont pas suivi au même rythme.

En termes de perception, près d'un ménage sur deux de classe moyenne inférieure déclare avoir du mal à faire face à des dépenses imprévues importantes (par exemple 1 000 €), ce qui témoigne d'une insécurité financière latente qui s'est diffusée vers le bas de la classe moyenne.

Ces éléments expliquent pourquoi le thème du pouvoir d'achat est devenu omniprésent dans le débat public français, et pourquoi des mouvements sociaux inédits comme celui des Gilets jaunes ont émergé : ils incarnent la protestation d'une partie de la classe moyenne «*en déclin*», vivant souvent en zone périphérique, contre l'impression d'un nivellement par le bas de leurs conditions de vie.

J-C – Je lis cela de très loin, je compte en roupies et non en euros, vous divisez l'euro par 90 et vous avez une idée tout aussi lointaine de ce qui nous sépare. Par certains aspects, la France me paraît être sur une autre planète par rapport à ce que je connais ici en Inde, bien que l'évolution des classes soit sensiblement la même. Ça baigne en France pour la majorité, ceci explique cela.

Un tas de services ou biens d'équipement ne sont pas à la portée de la majorité qui est très pauvre, et les membres des classes moyennes se saignent ou se sacrifient pour y accéder, sauf les couches supérieures qui pour accéder à des services ou biens meilleurs doivent casquer encore plus, je veux dire s'endetter davantage, ils le sont tous jusqu'à être pris à la gorge ! C'est un aspect qui n'a pas été abordé dans l'étude sur la France, or la majorité des Français sont lourdement endettés, les crédits à la consommation finissent par essorer les plus pauvres, agios bancaires en prime.

Apparemment, tous se moquent de la manière dont ils arrivent à survivre, à mon avis, il est là le problème.

Ils n'ont même pas conscience que rien ne justifie le mode de vie infernal ou cauchemardesque qu'on leur impose, et qu'ils pourraient avoir une toute autre vie, meilleure, c'est un euphémisme tellement tout cela est stupide finalement.

Personnellement, il y a 35 ans déjà, j'ai choisi de rompre avec ce mode de vie trop contraignant ou superficiel. J'ai choisi l'aventure ou le risque, alors que rien ne m'y prédestinait. J'ai troqué un certain confort matériel et la sécurité au profit de la liberté, en fait, j'ai emprunté le chemin inverse

de la quasi-totalité de la population, ce qui m'a permis de profiter de la vie au-delà de toute espérance pour un ouvrier.

A défaut de pouvoir renverser le capitalisme, au lieu de le servir et de crouler sous son joug, je lui ai dit merde à ma façon. Ce n'est peut-être pas grand-chose ou cela peut paraître désuet, pas pour moi, car c'est toujours mieux que d'en être resté l'esclave. J'ai obtenu le statut d'un membre de la classe moyenne pauvre, ce qui m'a permis de servir le socialisme depuis 2001, ce qui n'est pas si mal finalement, j'aurais pu tourner plus mal ou finir vieux con et réac !

Le combat pour l'amélioration de nos conditions matérielles d'existence ou la satisfaction de nos besoins sociaux est indissociable de notre combat pour la réalisation de nos aspirations démocratiques.

Le combat pour la vérité et celui pour la liberté est indivisible. Vive le socialisme et le communisme !

La fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945 n'a pas mis fin au nazisme.

Lu.

- Après l'effondrement du système bipolaire, les équilibres mondiaux ont profondément changé, au point que certains ont interprété la fin de l'Union soviétique comme une « *victoire posthume* » du nazisme.

Selon que vous êtes riche ou pauvre, ce qui a été voté sera appliqué ou non... au nom de « l'économie réelle ».

Lundi, le Premier ministre Sébastien Lecornu a tenté de rassurer le monde de l'entreprise au sommet Choose France: certaines taxes votées en première lecture à l'Assemblée nationale "*n'auront jamais d'application*". Et le chef du gouvernement de pointer des "*aspirations à la justice fiscale ou sociale*" qui "*se déconnectent complètement de l'économie réelle*". AFP 18 novembre 2025

J-C – Ceux qui participent aux institutions de la Ve République le savent, ils cautionnent ce régime inféodé au capital, y compris ceux qui se réclament de la classe ouvrière. Ils se préparent déjà tous pour participer aux prochaines élections qu'on boycottera. Si la révolution n'est pas pour demain, on ne va se compromettre pour accéder au bar de l'Assemblée nationale ou de la mairie du coin !

CQFD.

Quand la Russie déraile: malgré les annonces du Kremlin, l'économie russe s'enfonce dans la crise - Slate.fr 18 novembre 2025

J-C - Je vous fais grâce de cet article à charge ou de propagande qui manipule les principaux indices économiques du pays. Dans quel but, devinez, ils le révèlent eux-mêmes au dernier paragraphe :

Slate - L'économie russe n'est pas «*en surchauffe*», comme le prétend la Banque centrale: elle tourne à vide, portée par un emballement militaire en circuit fermé. Autrement dit, Vladimir Poutine n'a vraiment pas intérêt à ce que la guerre s'arrête.

J-C - Poutine est responsable de la poursuite de cette guerre et non l'OTAN, CQFD.

Rappel. Qui sont les trafiquants de drogue ? Les Etats-Unis.

Lu.

« Lorsque la CIA a commencé son implication secrète en Birmanie au début des années 1950, la production d'opium locale était de l'ordre de 80t par an. Dix ans plus tard, grâce aux seigneurs de la guerre du Kuomintang chinois (armée nationaliste du KMT de Chang Kai Chek) soutenu par la CIA et la compagnie Civil Air Transport ou CAT (qui deviendra plus tard Air America, la compagnie aérienne de la CIA), la région produisit entre 300 et 400 t par an. Pendant la guerre du Vietnam, la production a atteint à un moment donné 1200t par an. Dès 1971, il y avait 7 labos de transformation de l'opium en héroïne dans la région, l'un d'entre eux était voisin de la base de la CIA de Ban Houei Sai au Laos. Ce labo produisait environ 3,6t d'héroïne par an ».

*« Je ne pense pas qu'aucun livre ait jusqu'ici avancé mes révélations datant de 1970 au sujet de l'implication d'Air America (ex-CAT) et son personnel dans le trafic de la drogue asiatique. L'élément politique profond ici est la présence du crime organisé, à la fois asiatique et américain en toile de fond et ce à chaque étape de l'histoire ; depuis la toute première implication après la seconde guerre mondiale des États-Unis dans l'infrastructure du trafic de la drogue asiatique, jusqu'au recyclage de l'argent asiatique dans la vie politique américaine, via le lobby chinois (nationaliste de Taïwan) et plus tard de la firme légale Corcoran & Rowe. (...) Une telle étude nous aiderait à déterminer pourquoi la CIA s'est alliée de manière répétitive avec des éléments du trafic de la drogue en Europe, en Afghanistan et au Moyen-Orient, en Amérique Latine et ailleurs, le plus récemment au Kosovo, en Colombie et en Afghanistan... » ~ Peter Dale Scott, «*Drugs, Oil and War* », 2003*

En famille jihadistes et opposants soutenus par l'impérialisme français.

Mali: face à la crise provoquée par les jihadistes, les opposants appellent au réveil, le régime à l'unité - RFI 17 novembre 2025

Mali: les chaînes de télévision françaises TF1 et LCI suspendues par les autorités - RFI 14/11/2025

LCI et TF1 sont suspendues au Mali, décision prise ce vendredi 14 novembre par la Haute Autorité de la Communication malienne. En cause, une séquence de l'émission «*Grands Dossiers*» diffusées sur LCI le dimanche 9 novembre, divisée en deux parties avec les bandeaux «*Mali, les jihadistes aux portes de Bamako*» et «*Mali, le nouveau fief d'al-Qaïda*». Dans cette séquence en replay sur le site de TF1+, les journalistes affirment que la junte a interdit la vente de carburant, que Kayes et Nioro sont sous blocus et que les terroristes sont proches de faire tomber la capitale. Selon les

autorités maliennes, ces affirmations violent le code de déontologie du journaliste au Mali, tenu au respect de la vérité et à la publication d'informations vérifiées.

Soudan, le carnage, la tragédie. Capitalisme : Stop ou encore ?

Lu.

- Cent cinquante mille morts, treize millions de déplacés internes, près d'un million et demi de réfugiés soudanais en Égypte et trente millions de personnes menacées par la famine : tel est le bilan effroyable de deux années de confrontation entre les deux généraux qui avaient eux-mêmes renversé Omar el-Béchir.

Réduire cette tragédie à un affrontement ethnique relève d'un réflexe post-colonial profondément ancré, qui sert trop souvent à masquer la réalité des rapports de force. Le conflit soudanais n'est pas la résurgence d'une querelle tribale ; il est devenu le théâtre d'une lutte acharnée entre puissances étrangères pour le contrôle des immenses richesses du pays.

Sans le soutien massif des Émirats arabes unis aux Forces de soutien rapide – des miliciens plusieurs fois accusés d'exactions et de massacres au Darfour – cette guerre n'aurait probablement ni cette intensité, ni cette longévité. Leur appui financier, logistique et militaire a transformé la RSF en véritable armée parallèle capable de défier l'État soudanais.

L'intérêt d'Abou Dhabi n'a rien d'altruiste : les Émirats exploitent l'or du Darfour, acheminé vers Dubaï, désormais plaque tournante incontournable du commerce mondial de l'or, et convoitent les terres fertiles du Soudan pour garantir l'approvisionnement alimentaire de leur population. Le drame soudanais se trouve ainsi pris en étau entre ambitions géo-économiques, luttes d'influence régionales et effondrement d'un État laissé à lui-même, tandis que les civils paient chaque jour un tribut insoutenable.

J-C - J'ai vérifié, les chiffres figurant dans le premier paragraphe sont exacts ou confirmés par Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). <https://news.un.org>

Santé.

La conférence parisienne du Pr Pierre Kory - AIMSIB 23 oct. 2025

<https://www.aimsib.org/2025/11/16/la-conference-parisienne-du-pr-pierre-kory-est-devenue-gratuite/>

<https://vimeo.com/1129790699/38d7d176d6?fl=pl&fe=ti>

Plus de 2000 scientifiques réclament un moratoire sur les vaccins à ARNm - Essentiel News 21 octobre 2025

Ce ne sont plus « *des Allemands* » ou « *des Japonais* » : ce sont désormais plus de 2000 scientifiques internationaux qui exigent un moratoire immédiat sur les vaccins à ARNm. Le 12 octobre 2025 à 15h, trente experts représentant vingt pays ont diffusé simultanément sur de nombreuses plateformes une conférence de presse internationale réclamant l'arrêt immédiat des vaccins à ARNm. Parmi eux, le Dr Alexandra Henrion-Caude et le Dr Peter McCullough.

<https://essentiel.news/plus-2000-scientifiques-reclament-moratoire-sur-vaccins-arnm/>

Faites tomber les masques. De l'efficacité frauduleuse ou toxique des vaccins.... à celle des filtres à cigarettes liés au cancer du poumon.

Les membres de l'OMS discutent de l'interdiction des filtres à cigarettes - RT 17 nov. 2025

La grande conférence internationale de lutte antitabac a démarré à Genève ce 17 novembre, et devrait se poursuivre jusqu'au 22 du même mois, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le thème de cette année est axé sur les dommages environnementaux causés par la cigarette à travers le monde, en plus des effets néfastes du tabagisme sur la santé humaine.

Avant l'ouverture de la conférence, Andrew Black, chef par intérim du secrétariat de la Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'OMS, préconise l'élimination pure et simple de ces filtres fabriqués à base de plastique qui « *n'atténuent pas les effets toxiques de la cigarette* ».

D'après plusieurs études scientifiques, les filtres n'atténuent en rien la toxicité des cigarettes. Cité par RFI, Alexandre Golan, membre du collectif CAP 0 Mégot, a déclaré que « *le filtre est uniquement fait pour augmenter la "fumabilité", donc c'est le côté marketing, c'est ce qui fait que c'est moins désagréable dans la bouche. À partir du moment où c'est juste fait pour augmenter la consommation, la justification de son impact environnemental est encore moins crédible* ». RT 17 nov. 2025

J-C - C'était encore un énorme mensonge, une sordide mystification ou de la propagande à des fins purement mercantiles.

J'ai fumé toute ma vie et je me suis bousillé les poumons, dans quelle proportions, je l'ignore puisque je refuse de faire une radio ou des examens des poumons, je sais d'avance ce que les toubibs vont me sortir. J'ai toujours retiré le filtre car je lui trouvais un goût dégueulasse, je préfère celui du tabac. Je ne fume plus qu'une à deux cigarettes par jour.

Autrefois, l'industrie du tabac et les autorités sanitaires ventèrent les bienfaits des filtres à cigarettes qui selon eux permettaient de "*retenir certaines substances nocives comme le goudron*", pour finalement avouer près d'un siècle plus tard que "*leur efficacité est limitée*". Pire, il a été conçu pour rendre addictif à la cigarette, car il "*adoucit le goût fort du tabac, rendant la cigarette plus agréable et plus facile à fumer pour les nouveaux consommateurs. Cela peut faciliter la dépendance à la nicotine*". Pire encore, et par conséquence le filtre à cigarette "*peut pousser les fumeurs à fumer*

d'avantage pour compenser la dose de nicotine, augmentant leur exposition aux substances toxiques", mais encore "il ne protège pas des maladies graves liées au tabac. Certaines études suggèrent même que son utilisation généralisée a pu contribuer à une augmentation de certains types de cancer du poumon agressifs, comme l'adénocarcinome."

Vous avez bien lu, le filtre à cigarette a été conçu pour rendre la population accroc au tabac et la rendre gravement malade, le tout pour se faire un maximum de profit. Capitalisme : Stop ou encore?

Palestine occupée.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté en faveur d'un plan qui prévoit notamment le déploiement d'une force internationale dans la bande de Gaza- franceinfo/AFP 17 novembre 2025

Ses membres ont voté, lundi 17 novembre, pour le plan de paix de Donald Trump dans la bande de Gaza, prévoyant en particulier le déploiement d'une force internationale, sous la pression des Etats-Unis qui mettaient en garde contre le risque d'une reprise de la guerre. Treize pays se sont prononcés en faveur du texte, que l'ambassadeur américain aux Nations unies Mike Waltz a qualifié d'"historique et constructif". La Russie et la Chine se sont abstenues.

Dans la foulée, le Hamas a critiqué ce vote, déplorant l'adoption d'une résolution qui "*ne répond pas aux exigences et aux droits politiques et humains*" du peuple palestinien.

Cisjordanie occupée: les violences israéliennes s'intensifient malgré le cessez-le-feu à Gaza - RFI 16 novembre 2025

Ce dimanche matin, selon l'agence Palestinienne de presse et d'information-WAFA, des israéliens auraient pris d'assaut un village palestinien au nord-est de Ramallah. La même agence dénombre des dizaines d'arrestations de Palestiniens à travers la Cisjordanie occupée ce dimanche, notamment à Jérusalem-Est.

Les attaques israéliennes en Cisjordanie se sont enchaînées ce week-end. Selon le Croissant-Rouge, un Palestinien a été tué dans la nuit de vendredi à samedi lors d'un raid israélien dans le camp d'al-Askar, près de Naplouse. Samedi soir, près de Ramallah, des colons israéliens armés ont attaqué quatre citoyens palestiniens. Selon la chaîne qatarienne al-Jazeera, les victimes sont toujours portées disparues.

Ukraine.

Zelensky était bien au courant des schémas de corruption, selon le New York Times – RT 17 nov. 2025

Le scandale de corruption qui secoue l'Ukraine prend une nouvelle ampleur, avec des accusations directes contre le président. D'après une enquête du *New York Times* publiée le 15 novembre,

Volodymyr Zelensky aurait eu connaissance des mécanismes de détournement de fonds publics dès 2022, et les aurait validés. Plusieurs anciens hauts responsables ukrainiens, interrogés sous couvert d'anonymat, confirment que « *Zelensky ne ressent aucune gêne, même lorsqu'une enquête pour corruption est en cours* ».

Les témoignages recueillis évoquent des montages financiers complexes ayant permis de transférer d'importantes sommes sur des comptes à l'étranger, au bénéfice du président et de son entourage rapproché. Toujours selon le *New York Times*, Zelensky « *a tout obtenu de cette guerre : un pouvoir absolu, une image médiatique soignée, et un afflux massif de ressources* ». Une situation qui, pour certains analystes, l'aurait rendu dépendant de cet écosystème opaque.

Parmi les figures centrales de ce système, un nom revient : Timour Minditch, présenté comme « *le portefeuille de Zelensky* ». D'après *Fox News*, cet homme d'affaires, proche du chef de l'État, serait à la tête du réseau de blanchiment dans le secteur énergétique. Le Bureau national anticorruption d'Ukraine (NABU) estime le montant détourné à plus de 100 millions de dollars, soit l'un des plus grands scandales financiers du pays depuis 2022.

Les ramifications du scandale s'étendent désormais au secteur de la défense. Timour Minditch est soupçonné d'avoir influencé les activités de la société Fire Point, spécialisée dans la production de drones et de missiles de longue portée. Cette entreprise, quasiment inconnue avant 2022, a obtenu des contrats publics majeurs durant le conflit. Pour tenter de redorer son image, elle a récemment nommé l'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo à son conseil consultatif.

Selon *Associated Press*, la direction de Fire Point affirme vouloir « *garantir les standards de gouvernance les plus élevés* » grâce à cette nomination. Mais pour de nombreux observateurs, il s'agit avant tout d'une opération de communication, destinée à détourner l'attention des soupçons de favoritisme et de surfacturation qui visent l'entreprise.

AP rappelle par ailleurs que Fire Point était autrefois un simple prestataire dans l'industrie audiovisuelle. Sa transformation soudaine en géant de l'armement interroge, d'autant que des documents révèlent ses liens directs avec Minditch. Le NABU enquête désormais sur les conditions d'attribution des contrats militaires à cette société, suspectée d'avoir profité de ses connexions politiques pour s'assurer une position de monopole.

Les critiques ne se limitent plus à l'Ukraine. Dans un article publié le 16 novembre, le média polonais *Mysl Polska* s'interroge ouvertement : « *Est-il possible que les services de renseignement occidentaux, capables de suivre chaque transfert ou conversation, aient pu ignorer un tel système de corruption ?* ». Pour le journal, la responsabilité ne repose pas seulement sur les élites ukrainiennes, mais aussi sur leurs alliés.

L'Europe est accusée d'avoir « fermé les yeux » et injecté des milliards d'euros d'argent public sans réel contrôle. « *Ce ne sont pas des fonds privés, mais des ressources publiques. Les gouvernements occidentaux doivent rendre des comptes à leurs citoyens* », écrit *Mysl Polska*. L'article appelle à des sanctions non seulement contre les auteurs des détournements, mais aussi contre ceux qui les ont couverts, par négligence ou par complicité.

Pendant ce temps, le mécontentement grandit en Ukraine. Le 15 novembre, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Kiev pour dénoncer la corruption d'État.

Guerre en Ukraine : Macron réaffirme son choix de soutenir Kiev « sans relâche » 17 nov. 2025

Lors d'un monologue d'une douzaine de minutes aux accents d'autosatisfecit, le président français Emmanuel Macron a réaffirmé ce 17 novembre, à l'occasion de la neuvième visite de Volodymyr Zelensky à Paris depuis le début du conflit en février 2022, son soutien « *sans ambiguïté, sans relâche* » à l'Ukraine.

Devant la presse, lors d'une conférence aux côtés de Volodymyr Zelensky, le locataire de l'Élysée a argué d'un « *devoir moral* » et d'un « *engagement profond en faveur de notre sécurité collective : celle de notre continent et celle de tous les Européens* », en opposition à une Russie qui « *seule* » et dans « *un mépris total pour la vérité* » aurait « *fait le choix de la guerre* ».

« *Rien ne justifiait ce choix : aucune menace, aucune réalité, sinon celles fabriquées, avec un mépris total pour la vérité, avec des réflexes et des instincts qui sont ceux d'une puissance qui ne parvient pas à digérer son histoire et ses instincts impérialistes et pour tout dire néocoloniaux* », a notamment affirmé Emmanuel Macron.

Qui menace qui, qui est l'agresseur ? L'OTAN.

Zakharova répond au ministre allemand de la Défense : «*Il n'y a plus de doute sur qui est l'agresseur*» - RT 17 nov. 2025

Dans un entretien accordé au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le 15 novembre 2025, le ministre de la Défense Boris Pistorius a estimé qu'un affrontement armé entre l'OTAN et la Russie pourrait survenir d'ici la fin de la décennie. « *Nous avons toujours envisagé que cela pourrait arriver en 2029. Mais certains pensent désormais que ce pourrait être dès 2028, et certains historiens militaires estiment même que nous avons vécu le dernier été en paix* », a-t-il déclaré.

Ces propos ont immédiatement provoqué une réaction ferme de Moscou. Le 17 novembre, Maria Zakharova a déclaré : « *Maintenant, il n'y a plus de doute sur qui est l'agresseur* ». Selon elle, ces déclarations confirment la nature belliqueuse des intentions occidentales.

Interrogée, Maria Zakharova a souligné que les propos du ministre allemand trahissaient une volonté délibérée de préparer l'opinion publique à un scénario de guerre. « *Ce type de discours ne peut être interprété que comme une tentative de légitimer une course à la guerre en Europe sous prétexte de dissuasion* », a-t-elle déclaré.

De son côté, la Russie rappelle qu'elle n'a jamais menacé aucun pays membre de l'Alliance. Le Kremlin souligne que Moscou reste ouvert au dialogue, mais uniquement sur une base d'égalité. Le président Vladimir Poutine a, pour sa part, qualifié les spéculations sur une prétendue attaque russe contre l'Europe de « *fiction* », dénonçant l'« *hystérie* » entretenue par les capitales occidentales.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a lui aussi commenté cette montée des tensions : « *Ce type de rhétorique militariste et belliqueuse se fait de plus en plus entendre dans les capitales européennes. Vous savez qu'il n'y a pas en Russie de partisans d'une confrontation avec l'OTAN, mais nous sommes forcés de prendre des mesures pour assurer notre sécurité et protéger nos*

intérêts légitimes. Cela est dû au fait que les pays de l'OTAN se sont lancés dans cette rhétorique militariste. C'est ce que j'ai à dire sur la situation. »

Macron vend des Rafale en papier à Zelensky - RT 17 nov. 2025

Les Rafale vendus à l'Ukraine par Macron sont des avions en papier. Tout, dans la visite de Zelensky à Paris, tient plus du sketch tragi-comique que de la politique. Une énième tentative de manipulation décryptée par Alexandre Regnaud.

C'est la neuvième visite en France de Zelensky depuis 2022, à croire qu'il aime particulièrement être tripoté par Macron. Ou plutôt, que ce dernier aime particulièrement le recevoir pour se donner de l'importance, faire semblant de peser dans le jeu international et surtout faire oublier ses 11 % (et encore, officiellement) de taux de popularité dans le pays. Il ne faut pas se leurrer, c'est un peu comme la fameuse « *coalition des volontaires* », désormais renommée « *force multinationale Ukraine* », un sketch tragi-comique de la grenouille qui veut se faire plus grosse que le bœuf.

À la différence que ce sketch sert principalement à maintenir les populations dans la peur, et ainsi de prétexte à imposer des mesures de plus en plus liberticides face à un ennemi absolument imaginaire. Mais surtout, à justifier des détournements massifs d'argent public vers des programmes militaires absolument inutiles, pour le plus grand plaisir des lobbies du secteur.

Beaucoup s'y sont trompés, par exemple, quand le général Bonneau, chef de la Gendarmerie, annonçait devant le Sénat être prêt à réprimer les oppositions intérieures à l'engagement de la France en Ukraine. Le seul but de son intervention était de se servir de ce prétexte pour demander de l'argent pour de nouveaux fusils d'assaut, des équipements de vision nocturne et autres matériels, et d'obtenir les 800 millions d'euros nécessaires pour cela et réclamés en réalité depuis plusieurs années. Rien de plus.

On emmène donc Zelensky au Mont-Valérien, faire de la figuration au « *PC opératif* » où les « *planificateurs* » de l'état-major de la « *force multinationale Ukraine* » s'activent. A quoi, on ne sait pas bien. En effet, il s'agit selon Macron de « *quelques milliers d'hommes* » qui n'auraient « *pas vocation à tenir une ligne de front ni à être engagés sur un conflit chaud, mais à signer une solidarité d'un point de vue stratégique* ». Si on le traduit, de la poudre de perlimpinpin !

Des termes très ronflants pour décrire des moyens humains dérisoires, destinés à une mission dont tous savent parfaitement qu'elle n'aura jamais lieu, puisqu'elle est une ligne rouge absolue pour la Russie. Mais par contre, cela maintient l'illusion, et surtout, justifie les dépenses !

Promener Zelensky là-bas sert simplement de prétexte aux médias pour donner une crédibilité auprès d'une opinion désinformée, à un projet dont aucun professionnel sérieux ne peut donner d'autre crédit que celui d'une mascarade. Ce qui nous ramène au point d'orgue de la visite, la signature d'une « *lettre d'intention* » où l'Ukraine prévoit d'acheter (pour de l'argent donc) jusqu'à 100 avions de chasse Rafale.

Notons que le mois dernier, le même clown en treillis a signé exactement la même chose en Suède, pour 100 à 150 chasseurs Gripen. On en arrive à la chute du sketch. D'abord parce qu'une lettre d'intention n'est que du vent, comme son nom même l'indique quasiment. Dans le domaine de l'armement en particulier, où même les contrats sont précaires, comme de nombreux exemples (souvenons-nous de l'humiliation des sous-marins australiens) le prouvent.

Ensuite parce que, pour acheter des Rafales (entre 70 et 100 millions d'euros pièce, sans armement ni équipement, jusqu'à 265 millions complet), il faut donc de l'argent. Et que l'Ukraine, on le sait, et Zelensky lui-même le dit et le répète dans ses tournées mondiales de mendicité, ne peut pas survivre sans l'aide financière occidentale, même pour les opérations courantes. Et même si l'argent apparaissait miraculeusement... Selon ses propres chiffres, Dassault a produit 21 appareils en 2024, et prévoit au mieux un rythme de 4 avions par mois cette année.

Toujours d'après leurs chiffres, il leur reste encore 233 appareils déjà commandés à livrer, en France, mais surtout à l'export. On ne voit donc pas bien quand seraient livrés les 100 appareils de la junte de Kiev. Alors pourquoi ce cirque ?

Il y a bien sûr la possibilité que les lobbies de l'armement se placent en cas d'arrivée de fonds à Kiev. Ils comptent sur le très hypothétique « *prêt de réparation* », consistant en 140 milliards d'euros directement volés des avoirs Russes. L'opposition de la Belgique et d'autres États, et même de la structure Euroclear elle-même, rendent pour l'instant les choses peu probables. Mais au cas où, mieux vaut être bien placé avec des « *lettres d'intention* » pour récupérer le pactole.

Mais surtout, comme déjà évoqué, dans l'empire du mensonge, il y a l'importance de faire semblant de faire quelque chose et d'exister. De la communication pour faire simple. On fait semblant de croire que l'industrie française n'a pas quasiment disparue, mais au contraire vend massivement. On fait semblant de croire que l'armée française n'est pas à l'os budgétairement depuis des décennies et tombe en ruine. Mais surtout, on fait semblant de croire que le grand président Macron est un acteur majeur du jeu géopolitique mondial, au cœur des décisions et des actions, au moins à l'égal des plus grands de la planète, voire supérieur. En bref, on manipule l'opinion !

Cela permet (au moins le pensent-ils) de faire oublier que le pays s'effondre et que l'argent manque partout alors que les impôts n'ont jamais été aussi confiscatoires, de détourner l'attention du vote d'un nouveau montant record d'impôts dans le budget 2026, avec la complicité d'absolument tous les partis, y compris ceux présentés comme d'opposition, sans exception.

Et au final, de préparer, lentement mais sûrement, la seule manière qu'ils ont de résoudre cette équation impossible dont ils sont eux-mêmes les responsables, en touchant au dernier trésor de la France : votre épargne. RT 17 nov. 2025

En plein scandale de corruption, l'OTAN décide de débloquer 500 millions de dollars d'armes pour l'Ukraine - 15 nov. 2025

Huit pays de l'OTAN — le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège et la Suède — ont annoncé un financement commun de 500 millions de dollars pour livrer des armes à l'Ukraine. Cette aide sera entièrement consacrée à l'achat d'équipements militaires américains, dans le cadre de l'initiative PURL (« *Prioritised Ukraine Requirements List* »), lancée en juillet dernier par le président américain Donald Trump et le secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte.

Ce mécanisme permet aux États-Unis de fournir les armements tandis que les pays européens règlent la facture. « *Les Alliés nordiques et baltes ont pris l'initiative de financer un nouvel ensemble de moyens militaires dont l'Ukraine a besoin* », a déclaré Mark Rutte dans un communiqué publié le 13 novembre par l'OTAN.

En parallèle de ces annonces, l'Ukraine est rattrapée par une nouvelle affaire de corruption qui fragilise le pouvoir en place. Le Bureau national anticorruption a inculpé sept personnes, dont Timour Minditch, ancien partenaire d'affaires du président Zelensky, pour des faits de détournement de fonds de plus de 100 millions de dollars dans le secteur énergétique — massivement financé par l'Occident.

"Pas d'option facile" : von der Leyen exhorte les pays de l'UE à trouver 135 milliards d'euros pour l'Ukraine - Euronews 17 novembre 2025

Ursula von der Leyen implore les pays de l'Union européenne de se mettre d'accord d'ici décembre sur un plan visant à couvrir les besoins militaires et financiers de l'Ukraine pour les deux prochaines années, estimés à 135,7 milliards d'euros, selon une lettre envoyée lundi et vue par Euronews.

Dans sa lettre, Ursula von der Leyen souligne l'ampleur du financement dont l'Ukraine aura besoin en 2026 et 2027 : 83,4 milliards d'euros pour financer l'armée ukrainienne et 55,2 milliards d'euros pour stabiliser l'économie et combler le déficit budgétaire.

Niger.

Niger: le ministère de l'Intérieur suspend les activités de nombreuses ONG et associations - RFI 18 novembre 2025

Selon un message radio du ministère de l'Intérieur du Niger, diffusé ce week-end du 15-16 novembre et transmis aux gouverneurs des régions, seules les structures ayant publié leurs états financiers de l'an dernier sont autorisées à poursuivre leurs actions. Cela représente près de 140 ONG et associations autorisées. Une soixantaine sont internationales et 75 sont nationales. Elles sont autorisées à poursuivre leur travail car, selon le ministère de l'Intérieur, elles ont publié au Journal officiel leurs états financiers pour les activités de 2024.

Les autres, elles, sont donc suspendues et disposent d'un délai de 60 jours pour se mettre en conformité. Le message ne donne pas de chiffres, mais de source humanitaire, un grand nombre d'organisations sont concernées. En fin d'année 2024, le ministère nigérien de l'Intérieur recensait plus de 300 ONG internationales au Niger et plus de 3 000 associations nationales.

Venezuela.

J-C - Quand les porte-parole du parrain du terrorisme et du trafic de drogue international (les Etats-Unis) tentent maladroitement de justifier *"une logique de changement de régime"*.

Les États-Unis vont désigner comme groupe terroriste un cartel dirigé, selon Washington, par le président vénézuélien Nicolas Maduro - BFMTV 17 novembre 2025

Venezuela : Les Etats-Unis ciblent-ils un cartel qui n'existe pas ? - 20minutes.fr 18 novembre 2025

- Au Venezuela, les Etats-Unis désignent le supposé « *Cartel de los Soles* » comme organisation terroriste alors que son existence structurée est largement contestée.

- Cette décision est perçue comme un moyen d'accentuer la pression sur le président Nicolás Maduro et de justifier de potentielles actions militaires.

- Des experts alertent sur une dérive du cadre juridique puisque la qualification terroriste concerne ici un réseau criminel sans structure identifiable.

D'anciens responsables américains estiment même que le groupe n'existe pas « *en tant qu'organisation* » et que l'administration s'appuie sur des renseignements discutables.

La manœuvre est perçue par plusieurs observateurs comme un moyen pour Washington de renforcer sa pression sur le président Nicolás Maduro.

Des spécialistes interrogés par CNN y voient un glissement assumé vers une logique de changement de régime.

De son côté, le gouvernement vénézuélien dénonce une fiction destinée à légitimer une intervention. Nicolás Maduro et ses alliés affirment que le « *Cartel de los Soles* » est un « *récit impérialiste* » et nient toute implication personnelle dans le narcotrafic.

J-C – Pour autant, et cela ne date pas d'hier, des militaires sont liés au trafic de drogue, mais Maduro n'a pas le pouvoir de s'y attaquer, son régime repose en grande partie sur l'armée, il provoquerait sa propre chute. Nous soutenons inconditionnellement Maduro à défaut de mieux.

Mexique.

Mexique : Une opération digitale payée derrière la marche de la génération Z - Bolivar Infos 16 Novembre 2025

La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a affirmé que la convocation à la marche du 15 novembre prochain diffusée sous le nom de « *génération Z* » n'a pas une origine spontanée, mais fait partie d'une stratégie digitale payée, organisée de l'étranger et liée aux réseaux internationaux de droite. Cette information a été présentée jeudi lors de sa conférence matinale au Palais National.

Sheinbaum a souligné qu'il y a des jeunes qui ont des revendications légitimes mais qu'il est important d'identifier ceux qui organisent réellement la mobilisation, et comment opèrent les structures étrangères qui cherchent à intervenir dans la politique mexicaine grâce à des campagnes digitales.

Selon une analyse élaborée par l'équipe du Gouvernement à propos de cette campagne coordonnée de l'étranger, les dépenses destinées à sa promotion sur les réseaux sociaux ont dépassé les 90 000 000 de pesos en octobre et novembre. Ce chiffre ne correspond pas à un mouvement spontané, a-t-elle dénoncé.

Pendant la conférence de presse, Miguel Ángel Elorza Vázquez, coordinateur de Infodemia, a présenté un rapport qui liait cette convocation à Atlas Network, une organisation signalée pour

avoir financé des campagnes de désinformation contre des Gouvernements progressiste d'Amérique latine.

L'étude réalisée par le Système Public de Radiodiffusion montre que la campagne été structurée à partir de comptes récemment créés, administrés en partie depuis l'Espagne, les États-Unis et la Bolivie, et qui ont eu recours à l'intelligence artificielle pour produire des contenus.

Elorza a expliqué que le compte « *Génération Z-MX* » présenté comme apolitique, a une histoire de publications alignées sur des personnalités de l'opposition du Mexique et de la région et a repris ses activités la veille de la convocation de la marche, prévue pour ce samedi.

Selon cette analyse, 179 comptes sur TikTok et 359 communautés sur Facebook ont fait la promotion de cette mobilisation de manière synchronisée avec un comportement digital que Infodemia qualifie de non spontané et hautement coordonné. Au moins 28 administrateurs de ces pages résident hors du pays.

Le rapport a aussi détecté la participation de personnalités politiques, de communicants et d'influenceurs liés à des secteurs conservateurs parmi lesquels l'ancien président Vicente Fox, le patron, Claudio X. Gonzalez, Alessandra Rojo de la Vega et le patron, Ricardo Salinas Pliego, en plus de fournisseurs numériques d'Argentine, du Venezuela des États-Unis associés à des campagnes de manipulation de l'information. Selon Elorza, ces acteurs auraient lancé des contenus destinés à attribuer la mobilisation à une soi-disant vague de jeunesse spontanée.

Le Gouvernement mexicain soutient que cette opération fait partie d'un réseau transnational destiné à intervenir dans les processus politiques grâce à des stratégies digitales, une pratique qui a déjà été expérimentée dans d'autres pays de la région.

Dans son rapport, Infodemia rappelle que des campagnes similaires ont accompagné des protestations organisées par des secteurs de la génération Z en Amérique latine, en Asie, et sur d'autres continents dans lesquelles des organisations étrangères ont cherché à infiltrer les mouvements de jeunes en profitant de leur présence sur les plates-formes digitales.

Dans l'article de Telesur « *génération Z, quo vadis ?* », on explique que la génération Z, malgré sa capacité de mobilisation, affronte des inégalités dans l'éducation, l'accès aux technologies et la participation politique, ce qui en fait un secteur plus vulnérable aux stratégies de désinformation et aux opérations étrangères.

L'article signale que, bien que les jeunes entre 15 et 27 ans, aient été à la tête de protestation massives –comme au Népal, au Pérou, ou au Sri Lanka– l'absence de cohésion idéologique et la forte dépendance envers l'écosystème digital ont permis à des secteurs étranger d'influer sur son organisation.

Selon les enquêteurs, ce secteur combine les inquiétudes pour l'environnement, la pression économique et la crise de représentation mais son activité politique dépend dans une grande mesure des récits qui circule sur les réseaux sociaux où opèrent aussi bien des communautés authentiques que des campagnes coordonnées.

Des médias internationaux comme le *Wall Street Journal* ou le *New York Times* ont montré que l'exposition à des informations fausses est plus importante parmi les jeunes qui ont le moins de formation digitale, en particulier dans des situations dans lesquelles les algorithmes donnent la priorité à des contenu qui font appel à des émotions immédiates.

Les autorités mexicaines ont signalé que la convocation du 15 novembre s'inscrit dans ce scénario global. Elorza affirme que « *l'opération détectée est une mobilisation construite avec des robots, des comptes coordonnés et un financement étranger* », tandis que Claudia Sheinbaum confirme que le Gouvernement respecte toutes les expressions des jeunes mais considère qu'il est nécessaire que les citoyens sachent « *qui est derrière cette stratégie, et dans quel but.* »

La Présidence a confirmé que les analyses digitales continueront pour éclaircir la structure de cette campagne et ses liens internationaux.

Pour l'instant, l'information présentée parle d'une opération avec des acteurs locaux étrangers qui cherche à avoir une incidence sur le débat public mexicain grâce à des stratégies d'amplification artificielle dans une situation dans laquelle les mouvements digitaux de jeunes ont pris de l'importance sur la scène politique.

Equateur.

Équateur : les électeurs rejettent l'accueil de bases militaires étrangères et la réécriture de la constitution - Euronews 17 novembre 2025

Lors d'un référendum qui s'est tenu ce dimanche, les Équatoriens ont rejeté une proposition visant à engager un processus pouvant aboutir à une nouvelle constitution. Ils ont également dit non à une initiative prévoyant l'installation de bases militaires étrangères sur le territoire du pays.

Il s'agit d'une défaite importante pour le président Daniel Noboa, un conservateur proche de l'administration Trump. Il avait poussé les tribunaux équatoriens à inclure la question de la réécriture de la constitution. Six électeurs sur dix ont dit non.

Chili.

J-C – L'extrême droite pourrait revenir au pouvoir au Chili. L'impréparation du prolétariat des pays occidentaux et la trahison des partis du mouvement ouvrier en occident, notre incapacité à nous doter d'une nouvelle direction révolutionnaire a des conséquences dramatiques pour les peuples des pays dominés...

Présidentielle chilienne : premier tour serré, la droite dure en embuscade - Euronews 17 novembre 2025

Le premier tour des élections présidentielles chiliennes a donné lieu à un résultat incertain quant à l'identité du vainqueur de la soirée électorale. Avec 26,85 % des voix et 3 476 554 suffrages, le résultat de la coalition de gauche dirigée par Jeannette Jara pourrait être insuffisant pour revalider le mandat de l'actuel président Gabriel Boric.

Jara devra affronter l'éternel candidat d'extrême droite José Antonio Kast, qui la suit de près avec 23,92 % et 3 097 685 voix : moins de trois points ou 400 000 bulletins de vote.

Les finalistes du concours politique andin sont suivis par trois candidats qui vont du centre-droit à la défense ouverte d'un coup d'État militaire. Le populiste Franco Parisi, qui se présente également pour la troisième fois, a surpris avec un résultat plus élevé que prévu : 19,71 % des voix.

Parisi est suivi, avec 13,94% de soutien, par Johannes Kaiser Barents-Von Hohenhagen. Deuxième visage visible de l'extrême droite chilienne, mais un ou deux pas plus à droite que Kast, il est député du Parti national libertaire. Kaiser a ouvertement défendu l'héritage d'Augusto Pinochet.

La défaite de la soirée revient à Evelyn Matthei, candidate de centre-droit qui espérait arriver en troisième position et qui s'est contentée de 12,46%, avec 99% des votes dépouillés.

Jeanette Jara, consciente de ses difficultés à accéder à la présidence face au panorama politique complexe qui l'attend au second tour en raison de la force de la droite (la somme des trois candidats précédents, sans compter Kast, atteint un score non négligeable de 46,11 % des voix), a promis de suspendre ou de renoncer à son militantisme communiste si elle remportait la présidence. Elle a également tendu la main pour adopter certaines mesures de ses adversaires, dans un virage vers le centre que l'on verra si elle gagne le 14 décembre.

Inde.

Dans l'État du Bihar, la victoire du BJP renforce l'alliance de Modi en amont d'élections-clefs en 2026 - legrandcontinent.eu 14 novembre 2025

Les résultats partiels de la Commission électorale indienne, mis à jour à 12h00 (Paris) aujourd'hui, vendredi 14 novembre, voient le BJP remporter 92 sièges sur les 243 que compte l'Assemblée législative du Bihar — 18 de plus qu'en 2020. Au total, la National Democratic Alliance (NDA) obtiendrait plus de 180 sièges, soit une marge confortable dans un Parlement où 122 sont requis pour former une majorité.

Le Bihar est le deuxième État le plus peuplé du pays, situé à la frontière avec le Népal. Il compte 127 millions d'habitants, derrière l'Uttar Pradesh qui en compte 235 millions.

Avec un revenu par habitant moyen de 32 000 roupies, soit trois fois moins que la moyenne nationale, il est également le plus pauvre.

Le taux de chômage, bien qu'en baisse ces dernières années, atteint près de 10 % chez les jeunes âgés de 15 à 29 ans.

Le fort taux de participation (67 %, soit le niveau le plus élevé depuis 1951) suggère que les récentes politiques du BJP dans l'État, notamment le transfert en septembre de 75 milliards de roupies (730 millions d'euros) aux femmes dans le cadre d'un programme pour l'emploi, ont joué un rôle déterminant dans le scrutin.